

Nous commencerons cette déclaration en remerciant nos collègues qui se battent pour faire fonctionner l'EN et refuser les réformes rétrogrades. Car oui, les divers agents de la FP travaillent et les luttes limitent les reculs.

Le ministre Laurent Marcangeli a reculé sur les trois jours de carence, prouvant à son corps défendant la force de la contestation qui s'est exprimée dans la grève du 5 décembre dernier dans laquelle les personnels de l'Éducation nationale étaient en première ligne.

La sixième ministre de l'Éducation nationale en deux ans, Élisabeth Borne, a fait plusieurs annonces qui font écho aux luttes initiées par la FSU au sein d'une large intersyndicale : après l'annulation des 4 000 suppressions d'emplois, elle a commencé le détricotage du "Choc des savoirs" :

- abandon des groupes en Quatrième/Troisième
- fin du DNB couperet
- non labellisation des manuels
- concertation avant la publication des programmes EVARS

C'est un début, mais il convient de ne pas s'en contenter car les restrictions budgétaires participent toujours au **démantèlement du service public** que le ministère appelle « transformation. »

Après l'épisode du gel des HSE de la fin d'année scolaire 2024 et des non titulaires mis brutalement à la porte en décembre 2024, le ministère nous a à nouveau fait subir ordres, contre-ordres, et finalement désordre en sacrifiant un quart de la part collective du Pass Culture.

Des projets chronophages pour l'ensemble des personnels sont régulièrement remis en cause. Le temps de travail hors présence des élèves augmente ainsi considérablement et se normalise en toute invisibilité.

Alors que la préparation de rentrée est en cours, l'Éducation Nationale s'entête à préserver des dispositifs comme le SNU, les classes prépa-seconde ou le PACTE, les vacances apprenantes, les stages de remise à niveau, plutôt que de mettre les moyens là où ils sont nécessaires afin de garantir un allègement des effectifs dans toutes les classes, ce que la baisse démographique aurait pu permettre.

Il est urgent de prendre réellement en compte les besoins des écoles qui reposent aussi sur d'autres indicateurs que le nombre d'élèves par classe, notamment le nombre de dossiers MDPH, les indicateurs de position sociale, le nombre d'élèves en famille d'accueil ou en détresse sociale, ne serait-ce que pour remettre de la justice et de l'équité dans un système qui continue de fabriquer des inégalités.

En ce qui concerne les personnels, le mépris continue. Les arrêts maladie seront indemnisés à seulement 90% et le gel de point d'indice et de la GIPA continuera d'affaiblir le pouvoir d'achat des fonctionnaires ... et un jour de carence, rappelons-le, c'est déjà trop !

Désaffection pour les concours, classes sans professeurs, personnels quittant la profession...La bataille pour des moyens pour l'École publique et pour une revalorisation des personnels doit se poursuivre.